



PO Box 240, Apia, Samoa

E : sprep@sprep.org

T : +685 21929

F : +685 20231

W : www.sprep.org.

L'environnement océanien, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

Treizième réunion de la Convention de Nouméa

Treizième Conférence ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud et protocoles y relatifs (Convention de Nouméa)

Apia, Samoa

18 septembre 2015

Point 7.2 de l'ordre du jour : Pollution marine générée par la pêche à la senne dans le Pacifique occidental et central (2004-2014)

Objet

1. Présenter : 1) une mise à jour de l'analyse et du résumé récents du Secrétariat de plus de dix années de données sur les cas de pollution causés par des navires de pêche, figurant dans le formulaire GEN-6 du Rapport de l'observateur océanien CPS/FFA sur la pollution et 2) obtenir l'approbation de la Convention des Parties quant aux recommandations issues du rapport.

Contexte

2. La pollution marine devient un problème mondial significatif, et des études menées dans le monde entier confirment que le problème s'étend. Parmi les conséquences induites par la pollution marine, on trouve : l'enchevêtrement de la faune marine avec les engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés (ALDFG) ; l'ingestion d'ordures marines par la faune, alors soumise au risque de transfert de produits chimiques toxiques ; l'introduction d'espèces envahissantes utilisant les ordures marines comme habitats dérivants ; les impacts négatifs sur les économies dépendantes du tourisme et de la pêche ; les dangers qu'elles posent pour la navigation et la sécurité en mer, notamment en entravant les hélices ou en entrant en collision avec les navires ; les dégâts causés aux écosystèmes côtiers fragiles et importants, comme les barrières de corail et les mangroves ; l'étouffement des habitats benthiques d'eau profonde et les coûts financiers élevés du nettoyage des communautés côtières.

3. Tandis que l'attention est principalement portée sur la pollution marine d'origine terrestre, les préoccupations relatives à la pollution marine d'origine océanique se multiplient. La communauté mondiale de l'environnement continue de considérer la pollution marine provoquée par les plastiques et les micro-plastiques comme une préoccupation prioritaire, qui nécessite davantage d'efforts pour réduire les sources de pollution et en atténuer les conséquences négatives. Dans la région du Pacifique, l'incidence de la pollution marine sur les communautés côtières peut être particulièrement aiguë en raison de la dépendance des États insulaires du Pacifique envers les écosystèmes marins et les services associés de leur ZEE et au-delà. La Division de gestion des déchets et de lutte contre la pollution du PROE traite cette question en intégrant un domaine d'intervention portant sur les déchets en mer dans sa Stratégie régionale 2016-2025 et en

établissant une collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) afin de servir de pôle régional à son Partenariat mondial sur les déchets marins (GPML).

4. Récemment, le Secrétariat a examiné les cas de pollution marine signalés par les observateurs des pêcheries au cours des dix dernières années (rapport joint en annexe 1). Bien que le rapport ne soit basé que sur une sélection limitée de données, principalement issues de navires à senne coulissante, les informations analysées dans ce rapport indiquent que les navires de pêche sont responsables d'une quantité importante de pollution marine dans l'océan Pacifique occidental et central. Des mesures urgentes sont nécessaires pour combattre ce phénomène. Le présent rapport est particulièrement pertinent pour de nombreux articles de la Convention.

Résumé des conclusions

5. Le présent rapport fournit la première preuve tangible et documentée sur la nature et l'étendue de la pollution marine induite par les navires dans l'océan Pacifique occidental et central. Il se penche sur plus de 8 000 cas de pollution provoqués par des navires à senne coulissante dans les zones économiques exclusives de 18 pays et territoires insulaires du Pacifique, ainsi que dans les eaux internationales. Il ressort du rapport que 69 % des cas de pollution signalés étaient liés à l'évacuation de déchets en mer ; que 18 % concernaient des fuites et des déversements d'hydrocarbures ; et que 13 % concernaient des engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés. Lors de l'examen approfondi de la catégorie des « déchets jetés à la mer », il est apparu que la majorité des cas de pollution concernaient les substances plastiques (36 %). Seuls 4 % des incidents signalés se sont produits dans les eaux internationales, tandis que le reste des cas a été recensé dans les ZEE de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (52 %), des États fédérés de Micronésie (12 %), de Kiribati (10 %), des îles Salomon (7 %), des îles Marshall (6 %), de Nauru (4 %), et de 12 autres pays et territoires insulaires du Pacifique.

6. Si les données à cet égard sont limitées, le rapport fait néanmoins état d'éléments montrant que la pollution induite par les navires de pêche à senne coulissante, qui opèrent dans le Pacifique occidental et central, constitue un sérieux problème et met en lumière la nécessité d'entreprendre trois initiatives : 1) renforcer le suivi, les rapports et les sanctions en matière de violations relatives à la pollution induite par tous les types de navires de pêche, en particulier les palangriers, sur lesquels la présence obligatoire d'observateurs est actuellement faible (5 %), et rarement respectée ; 2) un programme régional de sensibilisation et d'aide à la mise en conformité concernant la lutte contre la pollution à l'attention des équipages de navires de pêche et des opérateurs et gestionnaires commerciaux ; et 3) renforcer les installations de réception des déchets dans les ports du Pacifique afin que ceux-ci puissent recueillir à terre les déchets des navires de pêche.

Résumé des recommandations et domaines de recherche supplémentaires

7. Les recommandations et les domaines qui feront l'objet d'analyses approfondies des données et de recherches ultérieures sont résumés ci-dessous, et reflètent et développent les trois initiatives mentionnées ci-dessus. Elles sont destinées à plusieurs parties prenantes, notamment les organisations intergouvernementales telles que le PROE et la CPS, les gestionnaires de pêches régionales et les ORGP, tels que la CPPOC et la FFA, les autorités maritimes et portuaires nationales, les ministères nationaux de l'Environnement, les dirigeants gouvernementaux, les décideurs politiques, les universitaires et le secteur privé, en particulier les équipages de navires de pêche et les opérateurs commerciaux.

8. Les recommandations du rapport sont les suivantes :

- Améliorer la surveillance par observateurs, notamment sur les palangriers, afin de fournir plus d'informations sur les volumes et les types de pollution engendrée par les autres pêches ;
- Signaler les cas de pollution aux pays Membres de la zone où l'incident a eu lieu et répertorier les États dont les navires sont responsables des cas de pollution conformément à la Convention de Nouméa et au Système mondial intégré d'information sur les transports maritimes de l'Organisation maritime internationale (OMI) ;
- Promouvoir des programmes de contrôle efficaces qui véhiculent l'idée qu'il est inacceptable de causer délibérément des cas de pollution ;
- Développer un programme d'assistance et d'aide au respect de l'environnement dans le cadre de la prévention de la pollution marine régionale ;
- Investir dans l'accroissement des capacités des installations portuaires de collecte des déchets ; et
- Développer un mécanisme régional de financement pour la gestion des déchets en mer.

Domaines d'analyse de données et de recherche supplémentaires

- Examen approfondi des catégories de pollution spécifiques ;
- Examen des incidents impliquant des engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés et comprenant des dispositifs de concentration de poissons (DCP) ;
- Interroger les pêcheurs, les équipages, les opérateurs de navires, les autorités portuaires et les observateurs concernant les causes et les facteurs responsables des incidents de pollution ;
- Identifier des lois, des règles et des procédures adéquates grâce auxquelles les pays et les territoires peuvent suivre et appliquer des amendes pour sanctionner les incidents de pollution causés par les navires de pêche ;
- Recouper les incidents de pollution marine causés par la pêche à la senne coulissante avec les informations relatives à l'écosystème marin ; et
- Procéder à un échantillonnage des poissons en vue d'analyser l'ingestion de plastique.

Recommandations

9. La Conférence est invitée à :

- **noter** les progrès réalisés en matière d'analyse et de résumé des données du Rapport de l'observateur océanien CPS/FFA sur la pollution ;
- **obtenir** l'approbation des Membres concernant les recommandations exposées dans le présent rapport ; et
- **appeler** les Membres à appliquer activement les recommandations émises dans le présent rapport, notamment dans les domaines où les cas de pollution ont pu être punis grâce au suivi, à l'établissement de rapports et à la poursuite des navires impliqués.
